RAPPORT N° 162 *5 novembre 2004*
du Bureau du Grand Conseil
accompagnant le projet de loi
réorganisant le Secrétariat du Grand Conseil

1. INTRODUCTION

1.1 La Constituante a décidé d'instaurer un Secrétariat du Grand Conseil indépendant de la Chancellerie d'Etat et en a tiré la conséquence que le chancelier ou la chancelière d'Etat ne serait plus élu-e par le Grand Conseil, mais engagé-e par le Conseil d'Etat. La Constituante a également décidé que l'élection du trésorier ou de la trésorière d'Etat ne se ferait plus par le Grand Conseil.

Ces décisions ont trouvé leur concrétisation dans les articles 97, 98 al. 3, 103 al. 1 let. f, 109 al. 3 et 151 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.).

1.2 Selon l'article 151 Cst., les nouvelles règles relatives au Grand Conseil, notamment à son Secrétariat, prennent effet en vue de la législature 2007–2011. Toutefois, à la suite d'une demande du Conseil d'Etat, le Bureau du Grand Conseil a estimé judicieux d'anticiper la séparation du Secrétariat du Grand Conseil de la Chancellerie d'Etat pour tenir compte du départ à la retraite de l'actuel chancelier d'Etat, prévu pour la fin mai 2005. De la sorte, le Conseil d'Etat pourra engager lui-même le nouveau chef ou la nouvelle cheffe de son état-major et cette personne se consacrera exclusivement à cette tâche.

1.3 Le Bureau a chargé le 1er secrétaire du Grand Conseil de faire élaborer, à court terme, un avant-projet de loi réorganisant le Secrétariat du Grand Conseil en conséquence.

Pour examiner les questions liées à cette réorganisation, un groupe de travail a été constitué sous la présidence de M. René Aebischer, chancelier d'Etat et 1er secrétaire du Grand Conseil. Il réunissait MM. Gérard Vaucher, vice-chancelier et 2e secrétaire du Grand Conseil, Denis Loertscher, chef du Service de législation et chef de projet de la mise en œuvre de la nouvelle Constitution, Markus Hayoz, chef du Service du personnel et d'organisation, et André Schoenenweid, chef adjoint du Service de législation.

1.4 Une révision plus générale de la loi portant règlement du Grand Conseil (LRGC, RSF 121.1) devra être entreprise ultérieurement pour l'adapter à la nouvelle Constitution (avant 2007) et pour tenir compte d'une liste de modifications ponctuelles retenues par le Bureau.

2. STRUCTURE DU PROJET

Pour concentrer l'examen d'abord sur les questions de principe, le projet est structuré en trois parties:

- la réorganisation proprement dite du Secrétariat du Grand Conseil, par l'introduction d'une nouvelle section comportant les articles 44a et suivants LRGC (modification principale de la LRGC, art. 1 du projet);
- les adaptations de la législation, y compris du reste de la LRGC, aux principes des articles 44a et suivants (art. 2 à 9 du projet);
- des dispositions transitoire et finale (art. 10 et 11 du projet).

3. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET

Le projet s'insère dans la LRGC actuelle et se limite aux modifications commandées par l'instauration d'un secrétariat indépendant de la Chancellerie d'Etat.

Cette optique a notamment les conséquences suivantes:

- La structure générale de la LRGC est maintenue, tout comme les règles dont la modification n'est pas indispensable à la mise en œuvre de cette réorganisation. Ainsi le projet renonce-t-il à grouper dans un même article les diverses compétences du secrétaire général et du Secrétariat du Grand Conseil.
- La formulation non sexiste n'est pas utilisée dans les dispositions nouvelles, parce qu'elle n'est pas appliquée actuellement dans les autres articles de la LRGC.
- Le nouveau Secrétariat du Grand Conseil est subordonné au Grand Conseil et placé sous la surveillance directe du Bureau. Il est constitué par le transfert du personnel actuel de la Chancellerie d'Etat affecté exclusivement au service du Grand Conseil et dirigé par un secrétaire général du Grand Conseil, homme ou femme, à élire par le Grand Conseil (art. 97 et 103 Cst.).

Le Secrétariat du Grand Conseil sera soumis aux mêmes règles que l'administration cantonale, sauf dans les rares cas où le respect de la séparation des pouvoirs exige une solution différente.

Pour des raisons d'efficience, les services de l'administration continueront à fournir un certain nombre de prestations en faveur du Grand Conseil, sur la base d'une convention à établir. Ce sera particulièrement le cas de la Chancellerie d'Etat, au sein de laquelle plusieurs personnes partagent actuellement leur activité entre le service du Grand Conseil et celui du Conseil d'Etat.

Le projet règle aussi le **statut du trésorier**. En effet, les dispositions légales qui doivent être modifiées pour tenir compte du fait que le trésorier ne sera plus élu par le Grand Conseil doivent aussi être modifiées en raison de la séparation du Secrétariat du Grand Conseil et de la Chancellerie d'Etat. Comme il s'agit de modifications mineures, il ne paraît pas justifié de les présenter dans un projet de loi séparé. Le trésorier sera engagé par le Conseil d'Etat, comme les autres chefs des services centraux, en vertu de l'article 8 let. c LPers.

4. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

4.1 Situation actuelle

Actuellement, le travail du Secrétariat du Grand Conseil est assumé par la Chancellerie d'Etat dans les proportions suivantes (EPT = équivalent plein temps):

Fonctions affectées exclusivement au SGC	
Secrétaire (1 pers.)	0,5 EPT
Secrétaires parlementaires (3 pers.)	3,0 EPT
Autres fonctions	
1er secrétaire du GC (chancelier)	0,3 EPT
2e secrétaire du GC (vice-chancelier)	0,5 EPT
Appui logistique	
Secrétariat (1 pers.)	0,1 EPT
Comptabilité (1 pers.)	0,1 EPT
Informatique (2 pers.)	0,5 EPT

Huissiers (2 pers.)	1,0 EPT
Huissier-concierge (1 pers.)	0,5 EPT
Service des langues (3 pers.)	0,2 EPT

4.2 Situation selon le projet

a) Conformément aux articles 97 et 103 Cst., un nouveau poste est créé pour le secrétaire général du Grand Conseil. Le secrétaire général reprendra les fonctions exercées actuellement par le chancelier et le vice-chancelier comme 1er et 2e secrétaires du Grand Conseil, mais la création de ce poste ne pourra pas se faire par compensation avec ces postes, en raison de la nature de ces fonctions et de la charge que représente le fonctionnement de la Chancellerie d'Etat. Le calcul des conséquences financières s'est donc fait en retenant la dépense brute pour un nouveau poste et en envisageant une classification maximale correspondant à celle de «secrétaire général» d'une Direction.

La suppléance du secrétaire général sera assurée par un secrétaire général adjoint, désigné parmi les secrétaires parlementaires. Cette personne recevra un traitement adapté à sa nouvelle fonction, légèrement supérieur au traitement de secrétaire parlementaire.

b) Les postes et le personnel affectés exclusivement au service du Grand Conseil seront transférés au «nouveau» Secrétariat du Grand Conseil, sans changement d'effectif.

c) Les autres fonctions d'appui continueront à être fournies par la Chancellerie d'Etat comme actuellement, sur la base d'une convention à établir.

d) Les frais pour des locaux appropriés dans les environs de l'Hôtel cantonal se situeraient entre 26 000 et 70 000 francs par an, selon que l'on groupe tout le Secrétariat du Grand Conseil ou non.

e) Il y a lieu de prévoir également l'acquisition (dépense unique) du mobilier et de l'équipement pour le nouveau poste de secrétaire général.

f) Le calcul sur 5 ans des conséquences financières (art. 25 al. 2 LFE et 5 RFE), en retenant l'entier du coût du nouveau poste de secrétaire général, correspond ainsi à un montant total situé entre 1,2 et 1,5 million de francs, selon les options envisagées pour les locaux.

Ce montant est très largement inférieur au chiffre déterminant pour le calcul du référendum financier facultatif.

5. CONSTITUTIONNALITÉ ET EUROCOMPATIBILITÉ

Le projet constitue une mesure imposée par la mise en œuvre de la nouvelle Constitution du canton de Fribourg (cf. art. 97 et 151 Cst.). Il ne pose aucun problème d'eurocompatibilité.

6. COMMENTAIRE

Art. 1 Modification principale de la LRGC

Art. 44a Attributions

Cet article ne comporte qu'une mention générique des attributions et ne propose pas une liste détaillée des tâches attribuées au Secrétariat du Grand Conseil, de manière éparpillée, par la LRGC.

Al. 1: Ces expressions sont reprises de la LOCEA (art. 48 al. 1 «état-major», 20 al. 2: «bonne marche» et 50 al. 2 «support logistique»).

Al. 2: Il s'agit d'un rappel des articles 98 al. 3 et 109 al. 3 Cst.

Al. 3: Cette règle correspond à la pratique actuelle.

Art. 44b Statut général

Al. 1: Compte tenu de l'indépendance souhaitée, il n'est pas envisageable de rattacher administrativement le Secrétariat du Grand Conseil à une Direction ou à la Chancellerie d'Etat. Il convient de prévoir qui exercera la surveillance directe sur le Secrétariat du Grand Conseil et pourra «remplacer» le Conseil d'Etat lorsqu'il intervient comme autorité supérieure de l'administration. C'est le Bureau qui exercera cette fonction.

Al. 2: Un secrétaire général adjoint est une nécessité pratique; il ne s'agira toutefois pas d'élire un magistrat (comme aux articles 103 Cst. et 104 LRGC), mais simplement de désigner le secrétaire parlementaire qui exercera cette fonction. Pour le reste, l'adjoint sera un collaborateur subordonné au secrétaire général du Grand Conseil.

Cette désignation aura lieu, comme aujourd'hui, lors de la session de reconstitution du Grand Conseil et vaudra pour la législature; cette solution permet d'éviter les inconvénients qui seraient liés à une éventuelle simultanéité de l'élection du secrétaire général et de son adjoint. L'adjoint sortant qui ne serait pas désigné derechef à cette fonction réintégrera sa fonction de secrétaire parlementaire, sans garantie de la situation salariale acquise comme adjoint.

La règle de l'actuel article 21 al. 3 LRGC sur l'adjonction du personnel nécessaire n'est pas reprise dans le projet; le secrétaire général y pourvoira dans le cadre budgétaire comme la Chancellerie d'Etat ou une Direction, vu son statut d'autorité d'engagement selon la LPers (voir art. 44c al. 2 proposé).

Al. 3 et 4: Ces règles sont inspirées de l'article 21 al. 1 LRGC.

Art. 44c Statut du personnel

L'ensemble du personnel, y compris le secrétaire général, sera soumis à la législation sur le personnel de l'Etat, mais l'indépendance du Secrétariat résultant de la séparation des pouvoirs exige quelques rares dérogations ou précisions, soit dans la LRGC (art. 1 du projet), soit dans d'autres lois (cf. art. 2ss du projet).

Le recours direct au Tribunal administratif (al. 3 et modification du CPJA par l'art. 8 du projet) signifie que les décisions du secrétaire général en matière de personnel ne seront portées préalablement ni devant le Conseil d'Etat (indépendance oblige), ni devant le Bureau (organe non permanent); le Bureau ne connaîtra que des décisions concernant le secrétaire général du Grand Conseil lui-même.

Art. 44d Statut du secrétaire général

En sus des règles de l'article 44c, il convient d'apporter des précisions liées au fait que le secrétaire général sera

élu par le Grand Conseil (art. 103 al. 1 let. f Cst.). Les rapports de service du secrétaire général pourront se terminer par la volonté de l'intéressé (notamment par démission ou prise de la retraite) ou par celle du Grand Conseil (notamment par licenciement ou renvoi pour de justes motifs). Le délai de congé ou de licenciement est fixé à six mois (dérogation aux art. 37 et 42 al. 2 LPers).

Le projet reprend le système actuel de l'élection pour une période individuelle de cinq ans. Ce système comporte toutefois un risque de non-réélection pour des motifs politiques, qui, sans correctif, pourrait entraver le recrutement de personnes compétentes et pénaliserait le secrétaire général du Grand Conseil par rapport à des cadres supérieurs de l'administration à traitement salarial comparable. En outre, la position du secrétaire général serait très inconfortable entre sa non-réélection et l'expiration de la période ordinaire d'élection. C'est pourquoi le projet prévoit, dans ce cas, la cessation anticipée des rapports de service pour la fin du mois en cours et l'attribution d'une indemnité de départ équivalant à six mois de salaire.

La classification du secrétaire général du Grand Conseil a été envisagée comme correspondant, au maximum, à celle de «secrétaire général» selon l'arrêté du 19 novembre 1990 concernant la classification des fonctions du personnel de l'Etat (classe 33 de l'échelle des traitements du personnel de l'Etat).

Le préavis du Bureau sera un résumé du pré-examen des candidatures déposées et non pas une proposition résultant d'une entente sur la candidature d'une personne déterminée. La procédure de vote en Grand Conseil restera régie par les règles actuelles (art. 104 al. 2 LRGC).

Art. 44e Gestion

Al. 1: Le Secrétariat du Grand Conseil sera soumis aux mêmes règles que l'administration cantonale, sauf dans les rares cas où le respect de la séparation des pouvoirs exige une solution différente. Cet article vise notamment les règles de gestion découlant de la LOCEA et de la loi sur les finances de l'Etat.

Al. 2: Le secrétaire général établira le projet de budget du Grand Conseil et de son Secrétariat d'entente avec le Bureau, dans les mêmes délais et selon les mêmes principes que l'administration. Toutefois, l'administration et le Conseil d'Etat ne pourront pas y apporter d'eux-mêmes de modifications. C'est pourquoi le Conseil d'Etat doit pouvoir fournir une détermination à la Commission des finances et de gestion. Le secrétaire général du Grand Conseil, comme aujourd'hui le chancelier d'Etat, pourra intervenir lors de l'examen des objets qui concernent le Grand Conseil ou le Secrétariat (art. 44b al. 4 LRGC).

Art. 44f Relations avec l'administration

Al. 1: Le principe figure à l'article 97 Cst.

Al. 2: Il paraît indispensable qu'une convention règle, au moins dans les grandes lignes, les prestations qui seront régulièrement fournies au Secrétariat du Grand Conseil (notamment le service des huissiers, l'informatique, la comptabilité, le service des langues, les publications officielles). Une estimation des prestations fournies actuellement par la Chancellerie d'Etat figure en introduction au chapitre sur les conséquences financières du projet.

Art. 44g Entraide administrative

L'alinéa 2 vise exclusivement des cas où le Grand Conseil bénéficie de prérogatives particulières. Tel serait le cas par exemple si le Secrétariat ou un secrétaire déterminé recevait le mandat de réunir des informations ou des documents pour la Commission de finances et de gestion (art. 37 al. 3 LRGC) ou pour une Commission d'enquête parlementaire (art. 40c al. 2 et 40e LRGC).

Art. 44h Droit complémentaire

La Constitution introduit la forme de l'ordonnance parlementaire (art. 91 al. 1 Cst.), mais celle-ci doit encore être précisée par la législation (cas et procédure d'adoption). La réorganisation du Secrétariat du Grand Conseil nécessitera toutefois déjà dans l'intervalle des décisions et des mesures qu'il paraît opportun de confier au Bureau. Tel sera le cas notamment de la classification du secrétaire général du Grand Conseil.

Art. 2 Modification «secondaire» de la LRGC

Il s'agit essentiellement d'adapter la LRGC aux principes retenus aux articles 44a ss LRGC.

On relèvera uniquement les points suivants:

- ***Art. 49 al. 3:*** Il est important que le chancelier d'Etat soit présent pour assurer la coordination des activités du Grand Conseil et du Conseil d'Etat comme l'impose la Constitution (art. 109 al. 3 Cst.).
- ***Art. 67 al. 3:*** Adaptation de la règle à la pratique actuelle.
- ***Art. 76:*** Le destinataire de la question est le Conseil d'Etat, mais il faut aussi s'assurer que le Secrétariat du Grand Conseil inscrive la question dans le registre imposé par l'art. 27 al. 1 let. c LRGC.
- ***Art. 104:*** La Constituante a décidé que le chancelier et le trésorier d'Etat ne seraient plus élus par le Grand Conseil, mais engagés par le Conseil d'Etat. En outre, la Constitution prescrit l'élection du secrétaire général du Grand Conseil par le Grand Conseil (art. 103 al. 1 let. f). L'article 104 LRGC doit être modifié en conséquence.

  Le 2e secrétaire du Grand Conseil est actuellement élu par le Grand Conseil. L'adjoint sera désigné par le Grand Conseil parmi le personnel du secrétaire général du Grand Conseil et non plus élu comme un magistrat. Ce point est commenté à l'article 44b al. 2.

Art. 3 Rémunération des secrétaires parlementaires

Cette disposition n'est plus respectée actuellement et est contraire à la soumission du Secrétariat du Grand Conseil à la législation sur le personnel prévue à l'article 44c.

Art. 4 Exercice des droits politiques

Ces modifications, qui concernent implicitement aussi le trésorier, ne changent rien quant au fond.

Art. 5 LOCEA

Art. 25: Cette modification concrétise le changement voulu par la Constituante. L'alinéa 2 actuel sur le serment n'est pas repris; la règle figure dans le décret de 1848 modifié par l'article 7 du projet. La mention dans cette loi de l'engagement du chancelier par le Conseil d'Etat se justifie du fait qu'il est directement subordonné au Conseil d'Etat.

La soumission du chancelier à la législation sur le personnel a pour conséquence que son engagement aura lieu désormais pour une durée indéterminée et non plus pour une période de cinq ans.

Art. 6 Personnel de l'Etat (LPers)
Cette modification harmonise les règles topiques de la LPers avec celles des articles 44c et 44d LRGC. Elles ne changent pas la situation concrète des personnes concernées.

Art. 7 Serment

Cette adaptation n'appelle pas de commentaire particulier.

Art. 8 Recours au Tribunal administratif

Il s'agit de lever toute ambiguïté notamment sur l'applicabilité des articles 132ss LPers au Secrétariat du Grand Conseil. Aucun recours hiérarchique ne sera ouvert ni au Bureau ni au Conseil d'Etat (cf. commentaire de l'art. 44c).

Art. 9 Tutelle

Cette modification assure l'égalité de traitement avec le chancelier d'Etat.

Art. 10 Disposition transitoire

Transfert du personnel

Cette règle vise uniquement le personnel exclusivement affecté au service du Grand Conseil; elle ne vise donc pas le chancelier, le vice-chancelier ou d'autres personnes de la Chancellerie d'Etat ne travaillant que partiellement pour le Grand Conseil.

L'article 34 al. 1 let. b LPers prescrit que le collaborateur ou la collaboratrice peut être déplacé-e ou chargé-e d'autres tâches répondant à ses aptitudes lorsqu'une réorganisation administrative le justifie. Dans ce cas, une modification peu importante du cahier des charges peut intervenir en tout temps et sans délai (art. 35 al. 1 LPers); en cas de modification durable et importante du cahier des charges, le transfert est assimilé à une suppression de poste suivie d'un réengagement sans période probatoire (art. 35 al. 2 LPers). En l'espèce, le cahier des charges des personnes concernées ne subira pas de modification ou qu'une modification peu importante.

Situation transitoire du trésorier

Le trésorier est au bénéfice d'une période d'élection par le Grand Conseil expirant le 8 mai 2006. Vu les principes généraux en matière de droit intertemporel, une disposition transitoire n'est pas nécessaire pour reporter jusqu'à cette date son engagement par le Conseil d'Etat.

Art. 11 Disposition finale

La date retenue coïncide avec le départ à la retraite de l'actuel chancelier d'Etat.

Les élections du nouveau chancelier par le Conseil d'Etat et du secrétaire général du Grand Conseil par celui-ci devront avoir lieu avant l'entrée en vigueur de la présente modification législative, de manière à assurer la continuité de ces fonctions importantes et la mise en œuvre effective de ces règles au 1er juin 2005. Il s'agit donc d'un effet anticipé admissible et inévitable de la présente modification législative.

BERICHT Nr. 162 *5. November 2004*
des Büros des Grossen Rates
zum Gesetzesentwurf über die Neuorganisation des Sekretariats des Grossen Rates

1. EINLEITUNG

1.1 Der Verfassungsrat hat beschlossen, dass ein von der Staatskanzlei unabhängiges Sekretariat des Grossen Rates geschaffen und in der Folge die Staatskanzlerin oder der Staatskanzler nicht mehr vom Grossen Rat, sondern vom Staatsrat gewählt wird. Der Verfassungsrat hat ebenfalls beschlossen, dass die Staatsschatzverwalterin oder der Staatsschatzverwalter nicht mehr vom Grossen Rat gewählt wird.

Diese Entscheide haben ihren konkreten Niederschlag in den Artikeln 97, 98 Abs. 3, 103 Abs. 1 Bst. f, 109 Abs. 3 und 151 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (neue Kantonsverfassung; nKV) gefunden.

1.2 Gemäss Artikel 151 nKV treten die neuen Bestimmungen über den Grossen Rat, insbesondere über das Sekretariat, auf die Legislaturperiode 2007–2011 in Kraft. Infolge einer Anfrage des Staatsrats erachtete es das Büro des Grossen Rates jedoch als vernünftig, die Trennung des Sekretariats des Grossen Rates von der Staatskanzlei zeitlich vorzuziehen, um damit die Pensionierung des gegenwärtigen Staatskanzlers, die auf Ende Mai 2005 vorgesehen ist, zu berücksichtigen. So kann der Staatsrat selbst die neue Chefin oder den neuen Chef seines Stabs anstellen, und die angestellte Person konzentriert sich voll auf diese Aufgabe.

1.3 Das Büro hat deshalb den 1. Sekretär des Grossen Rates beauftragt, innert kurzer Frist einen Vorentwurf für ein Gesetz über die Neuorganisation des Sekretariats des Grossen Rates ausarbeiten zu lassen.

Um die Fragen rund um diese Neuorganisation zu prüfen, wurde eine Arbeitsgruppe unter dem Vorsitz von René Aebischer, Staatskanzler und 1. Sekretär des Grossen Rates, gebildet. Mitglieder der Arbeitsgruppe waren Gérard Vaucher, Vizekanzler und 2. Sekretär des Grossen Rates, Denis Loertscher, Vorsteher des Amts für Gesetzgebung und Projektleiter für die Umsetzung der neuen Verfassung, Markus Hayoz, Vorsteher des Amts für Personal und Organisation, und André Schoenenweid, stellvertretender Vorsteher des Amts für Gesetzgebung.

1.4 Eine umfassendere Revision des Gesetzes über das Reglement des Grossen Rates (GRRG, SGF 121.1) wird zu einem späteren Zeitpunkt in Angriff genommen werden müssen, damit dieses Gesetz (vor 2007) der neuen Verfassung angepasst werden kann und eine Reihe von punktuellen Änderungen, die vom Büro gewünscht werden, berücksichtigt werden können.

2. AUFBAU DES ENTWURFS

Damit sich die Prüfung zuerst auf die grundsätzlichen Fragen konzentrieren kann, ist der Entwurf in drei Teile gegliedert:

- die eigentliche Neuorganisation des Sekretariats des Grossen Rates, mit der Einführung eines neuen Abschnittes mit den Artikeln 44a ff. GRRG (Grundlegende Änderungen des GRRG, Artikel 1 des Entwurfs);

- die Anpassung der Gesetzgebung, einschliesslich der übrigen Bestimmungen des GRRG, an die Grundsätze der Artikel 44a ff. (Art. 2 – 9 des Entwurfs);
- die Schlussbestimmungen (Art. 10 und 11 des Entwurfs).

3. GRUNDZÜGE DES ENTWURFS

Der Entwurf fügt sich in das geltende GRRG ein und beschränkt sich auf die Änderungen, die wegen der Schaffung eines von der Staatskanzlei unabhängigen Sekretariats nötig sind.

Die Folgen dieses Vorgehens sind:

- Der allgemeine Aufbau des GRRG wird beibehalten; die Bestimmungen, die von dieser Neuorganisation nicht berührt werden, bleiben unverändert. So wird im Entwurf darauf verzichtet, die verschiedenen Zuständigkeiten des Generalsekretärs und des Sekretariats des Grossen Rats zusammenzufassen.
- Die neuen Bestimmungen werden nicht geschlechtsneutral formuliert, da dies zurzeit auch im Rest des GRRG nicht der Fall ist.
- Das neue Sekretariat des Grossen Rates ist dem Grossen Rat unterstellt und steht unter der direkten Aufsicht des Büros. Es wird aus dem Personal der Staatskanzlei, das gegenwärtig ausschliesslich für den Grossen Rat arbeitetet, gebildet und vom der Generalsekretärin oder vom Generalsekretär des Grossen Rats geleitet; diese Person muss vom Grossen Rat gewählt werden (Art. 97 und 103 nKV).

Das Sekretariat des Grossen Rates ist – ausser in den seltenen Fällen, in denen die Gewaltenteilung nach einer besondere Lösung verlangt – denselben Regeln unterworfen wie die Zentralverwaltung.

Aus Gründen der Effizienz werden die Dienststellen der Verwaltung weiterhin gewisse Dienstleistungen für den Grossen Rat erbringen; dazu wird eine Vereinbarung abgeschlossen. Das gilt insbesondere für die Staatskanzlei, bei der gegenwärtig mehrere Personen teilweise für den Grossen Rat und teilweise für den Staatsrat tätig sind.

Im Entwurf wird auch die **Stellung des Staatsschatzverwalters** geregelt. Die gesetzlichen Bestimmungen, die geändert werden müssen, um der Tatsache Rechnung zu tragen, dass der Staatsschatzverwalter nicht mehr vom Grossen Rat gewählt wird, müssen tatsächlich ohnehin auf Grund der Trennung des Sekretariats des Grossen Rates von der Staatskanzlei geändert werden. Da es sich um geringfügige Änderungen handelt, erscheint es nicht gerechtfertigt, sie in einem besonderen Gesetzesentwurf zu unterbreiten. Der Staatsschatzverwalter wird wie die übrigen Vorsteher der zentralen Dienste auf Grund von Artikel 8 Bst. c Staatspersonalgesetz (StPG) vom Staatsrat angestellt.

4. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN

4.1 Gegenwärtige Situation

Zurzeit wird die Arbeit des Sekretariats des Grossen Rates von der Staatskanzlei im folgenden Umfang verrichtet (UVS = umgerechnete Vollzeitstellen):

<u>Funktionen ausschliesslich für das GRS</u>	
Sekretär (1 Pers.)	0,5 UVS
Parlamentssekretärinnen und -sekretäre (3 Pers.)	3,0 UVS
<u>Andere Funktionen</u>	
1. Sekretär des GR (Staatskanzler)	0,3 UVS
2. Sekretär des GR (Vizekanzler)	0,5 UVS
<u>Logistische Unterstützung</u>	
Sekretariat (1 Pers.)	0,1 UVS
Buchhaltung (1 Pers.)	0,1 UVS
Informatik (2 Pers.)	0,5 UVS
Weibel (2 Pers.)	1,0 UVS
Weibel-Hauswart (1 Pers.)	0,5 UVS
Sprachdienst (3 Pers.)	0,2 UVS

4.2 Situation gemäss Entwurf

a) Gemäss den Artikeln 97 und 103 nKV wird für den Generalsekretär des Grossen Rates eine neue Stelle geschaffen. Der Generalsekretär wird die Funktionen übernehmen, die derzeit vom Staatskanzler und vom Vizekanzler als 1. und 2. Sekretär des Grossen Rates ausgeübt werden, aber die Schaffung dieser Stelle kann nicht mit diesen beiden Stellen kompensiert werden, das liegt in der Natur dieser Funktionen und an der Arbeitsbelastung, die der Betrieb der Staatskanzlei mit sich bringt. Die finanziellen Auswirkungen wurden deshalb berechnet, indem die Bruttoausgaben für eine neue Stelle und die höchste Einreihung, die der eines «Generalsekretärs» einer Direktion entspricht, berücksichtigt werden.

Die Stellvertretung des Generalsekretärs wird durch einen stellvertretenden Generalsekretär, der aus den Parlamentssekretären bezeichnet wird, sichergestellt. Diese Person wird ein Gehalt erhalten, das ihrer neuen Funktion entspricht und leicht über demjenigen eines Parlamentssekretärs liegt.

b) Die Stellen und das Personal, das ausschliesslich für den Grossen Rat tätig ist, wechseln zum «neuen» Sekretariat des Grossen Rates, wobei der Bestand unverändert bleibt.

c) Die anderen Funktionen zur Unterstützung werden auf Grund einer Vereinbarung, die abgeschlossen werden muss, weiterhin von der Staatskanzlei versehen.

d) Die Kosten für geeignete Räumlichkeiten in der Nähe des Rathauses würden sich auf 26 000 – 70 000 Franken im Jahr belaufen, je nachdem, ob man das ganze Sekretariat des Grossen Rates zusammenlegt oder nicht.

e) Man muss auch die Anschaffung (einmalige Ausgabe) für die Möbel und die Einrichtung für die neue Stelle eines Generalsekretärs berücksichtigen.

f) Die für 5 Jahre berechneten finanziellen Auswirkungen (Art. 25 Abs. 2 FHG und 5 FHR) belaufen sich auf 1,2–1,5 Millionen Franken, wenn man die Gesamtkosten für die neue Stelle eines Generalsekretärs berücksichtigt; der genaue Betrag hängt von der für die Räumlichkeiten gewählten Lösung ab.

Dieser Betrag liegt leicht unter demjenigen, der dem fakultativen Finanzreferendum untersteht.

5. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT UND EUROPAVERTRÄGLICHKEIT

Der Entwurf stellt eine Massnahme dar, die auf Grund der Umsetzung der neuen Verfassung des Kantons Freiburg

notwendig wurde (siehe Art. 97 und 151 nKV). Es gibt keine Probleme mit der Europaverträglichkeit.

6. KOMMENTAR

Art. 1 Grundlegende Änderungen des GRRG

Art. 44a Befugnisse

In diesem Artikel werden die Zuständigkeiten nur allgemein erwähnt und es wird keine detaillierte Liste der Aufgaben, für die das Sekretariat des Grossen Rates zuständig ist, angeboten; diese Zuständigkeiten befinden sich verstreut im GRRG.

Abs. 1: Diese Ausdrücke wurden aus dem SVOG übernommen (Art. 48 Abs. 1 «Stabsstelle», 20 Abs. 2 «einwandfreie Ratsarbeit» und 50 Abs. 2 «logistische Unterstützung»).

Abs. 2: Es handelt sich um einen Hinweis auf die Artikel 98 Abs. 3 und 109 Abs. 3 nKV.

Abs. 3: Diese Bestimmung entspricht der gegenwärtigen Praxis.

Art. 44b Stellung im Allgemeinen

Abs. 1: Angesichts der angestrebten Unabhängigkeit kann das Sekretariat des Grossen Rates unmöglich einer Direktion oder der Staatskanzlei administrativ zugewiesen werden. Es muss zum Voraus festgelegt werden, wer die direkte Aufsicht über das Sekretariat des Grossen Rates ausübt und den Staatsrat «ersetzen» kann, wenn dieser als oberste Verwaltungsbehörde eingreift. Diese Funktion wird vom Büro ausgeübt.

Abs. 2: Ein stellvertretender Generalsekretär stellt in der Praxis eine Notwendigkeit dar. Es geht jedoch nicht darum, eine Magistratsperson zu wählen (wie in den Artikeln 103 nKV und 104 GRRG), sondern lediglich darum, einen Parlamentssekretär zu bezeichnen, der diese Funktion ausübt. Im Übrigen ist der Stellvertreter ein Mitarbeiter, der dem Generalsekretär des Grossen Rates unterstellt ist.

Der stellvertretende Generalsekretär wird wie bisher für eine Legislaturperiode in der Rekonstitutionssession des Grossen Rates bezeichnet. Dank dieser Lösung können die Nachteile einer allfälligen gleichzeitigen Wahl des Generalsekretärs und seines Stellvertreters umgangen werden. Der bisherige Stellvertreter, der in dieser Funktion nicht weiter bestätigt wird, nimmt wieder seine Funktion als Parlamentssekretär auf, ohne dass ihm das Gehalt als stellvertretender Generalsekretär weiterhin garantiert würde.

Die Bestimmung des geltenden Artikels 21 Abs. 3 GRRG über die Zuteilung des notwendigen Personals wird im Entwurf nicht aufgenommen; der Generalsekretär wird wie die Staatskanzlei oder eine Direktion im Rahmen des Voranschlags dafür sorgen, da er Anstellungsbehörde im Sinne des StPG ist (siehe Art. 44c Abs. 2 des Entwurfs).

Abs. 3 und 4: Diese Bestimmungen lehnen sich an den Artikel 21 Abs. 1 GRRG an.

Art. 44c Dienstverhältnis des Personals

Das ganze Personal einschliesslich des Generalsekretärs untersteht der Gesetzgebung über das Staatspersonal, aber auf Grund der Unabhängigkeit des Sekretariats, die eine Folge der Gewaltentrennung ist, müssen einige wenige Ausnahmen und Präzisierungen gemacht werden, entweder im GRRG (Art. 1 des Entwurfs) oder in anderen Gesetzen (siehe Art. 2 ff. des Entwurfs).

Die direkte Beschwerde an das Verwaltungsgericht (Art. 3 und Änderung des VRG mit dem Art. 8 des Entwurfs) bedeutet, dass die Verfügungen des Generalsekretärs über das Personal vorher weder beim Staatsrat (bedingt durch die Unabhängigkeit) noch beim Büro (nicht ständiges Organ) angefochten werden können. Das Büro entscheidet nur über Verfügungen, die den Generalsekretär des Grossen Rates selbst betreffen.

Art. 44d Dienstverhältnis des Generalsekretärs

Nebst den Bestimmungen von Artikel 44c müssen auf Grund der Tatsache, dass der Generalsekretär vom Grossen Rat gewählt wird (Art. 103 Abs.1 Bst. f nKV), noch einige Präzisierungen angebracht werden. Das Dienstverhältnis des Generalsekretärs kann entweder auf Grund von Entscheidungen der betreffenden Person (insbesondere durch Kündigung oder Pensionierung) oder auf Grund eines Entscheids des Grossen Rats (insbesondere durch Kündigung oder Entlassung aus wichtigen Gründen) beendet werden. Die Frist für die Kündigung oder die Entlassung wird auf sechs Monate ausgedehnt (Abweichung von den Art. 37 und 42 Abs. 2 StPG).

Im Entwurf wird das geltende System mit einer Wahl für eine individuelle Amtsperiode von fünf Jahren übernommen. Mit diesem System geht jedoch das Risiko einer Nicht-Wiederwahl aus politischen Gründen einher; dieses Risiko könnte – wenn keine Korrekturmassnahmen getroffen werden – ein Hindernis für die Rekrutierung von kompetenten Personen darstellen und würde den Generalsekretär des Grossen Rates im Verhältnis zu anderen höheren Kadern der Verwaltung, die ähnliche Gehaltsbedingungen haben, benachteiligen. Die Stellung des Generalsekretärs zwischen der Nicht-Wiederwahl und dem Ablauf der ordentlichen Wahldauer wäre sehr unbequem. Deshalb wird im Entwurf in diesem Fall die vorzeitige Kündigung des Dienstverhältnisses auf das Ende des laufenden Monats und die Ausrichtung einer Abgangsentschädigung in der Höhe von sechs Monatsgehältern eingeführt.

Für den Generalsekretär des Grossen Rats wurde eine Einreihung vorgesehen, die auf dem Maximum derjenige des «Generalsekretärs» gemäss dem Beschluss vom 19. November 1990 über die Einreihung der Funktionen des Staatspersonals entspricht (Klasse 33 der Gehaltsskala des Staatspersonals).

Die Stellungnahme des Büros soll das Ergebnis der Vorprüfung der eingegangenen Bewerbungen zusammenfassen und nicht ein Antrag zugunsten einer bestimmten Bewerbung sein. Das Wahlverfahren im Grossen Rat wird weiterhin von den geltenden Bestimmungen geregelt (Art. 104 Abs. 2 GRRG).

Art. 44e Verwaltungs- und Haushaltführung

Abs. 1: Das Sekretariat des Grossen Rates ist ausser in den seltenen Fällen, in denen die Gewaltenteilung nach einer besondere Lösung verlangt, denselben Regeln unterworfen wie die Zentralverwaltung. In diesem Artikel beruft man sich insbesondere auf die Führungsregeln aus dem SVOG und dem Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates.

Abs. 2: Der Generalsekretär stellt den Voranschlagsentwurf des Grossen Rates und des Sekretariats im Einvernehmen mit dem Büro und in denselben Fristen und nach denselben Grundsätzen wie die Verwaltung auf. Die Verwaltung und der Staatsrat können ihn jedoch nicht von sich aus ändern. Deshalb muss der Staatsrat der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission einen Antrag abgeben können. Der Generalsekretär des Grossen Rates kann, wie bisher der Staatskanzler, bei der Prüfung der Verhandlungsgegenstände, die den Grossen Rat oder das Sekretariat betreffen, eingreifen (Art. 44 Abs. 4 GRRG).

Art. 44f Verhältnis zur Verwaltung

Abs. 1: Der Grundsatz steht in Artikel 97 nKV

Abs. 2: Es scheint absolut nötig, dass die regelmässigen Leistungen für das Sekretariat des Grossen Rates (insbesondere der Weibeldienst, die Informatik, die Buchhaltung, der Sprachdienst, die amtlichen Veröffentlichungen) in einer Vereinbarung zumindest in den groben Zügen geregelt werden. Eine Schätzung der Leistungen, die gegenwärtig von der Staatskanzlei erbracht werden, befindet sich im Kapitel über die finanziellen Auswirkungen des Entwurfs.

Art. 44g Amts- und Verwaltungshilfe

Der Absatz 2 betrifft nur Fälle, in denen der Grosse Rat besondere Rechte hat. Das wäre beispielsweise der Fall, wenn das Sekretariat oder ein Sekretär den Auftrag erhielte, für die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission (Art. 37 Abs. 3 GRRG) oder eine Parlamentarische Untersuchungskommission (Art. 40c Abs. 2 und 40e GRRG) Informationen oder Unterlagen zusammenzustellen.

Art. 44h Ergänzendes Recht

In der Verfassung wird neu die Parlamentsverordnung eingeführt (Art. 91 Abs. 1 nKV), diese muss aber noch in der Gesetzgebung genauer definiert werden (wann und nach welchem Verfahren wird sie verabschiedet). Bis es soweit ist, bedingt die Neuorganisation des Sekretariats des Grossen Rates jedoch schon Entscheide und Massnahmen, die am besten dem Büro übertragen werden. Das gilt insbesondere für die Einreihung des Generalsekretärs des Grossen Rates.

Art. 2 Weitere Änderungen des GRRG

Dabei geht es hauptsächlich darum, das GRRG an die Bestimmungen der Artikel 44a ff. GRRG anzupassen.

Es soll lediglich auf folgende Punkte hingewiesen werden:

- ***Art. 49 Abs. 3*** Die Anwesenheit des Staatskanzlers ist wichtig, um die Koordination zwischen den Tätigkeiten des Grossen Rates und des Staatsrates zu koordinieren, wie dies in der Verfassung bestimmt wird (Art. 109 Abs. 3 nKV).
- ***Art. 67 Abs. 3*** Die Bestimmung wird an die gegenwärtige Praxis angepasst.
- ***Art. 76:*** Die Anfrage richtet sich an den Staatsrat, aber es muss auch sichergestellt sein, dass das Sekretariat des Grossen Rates sie in das Register nach Art. 27 Abs. 1 Bst. c GRRG einträgt.
- ***Art. 104:*** Der Verfassungsrat hat beschlossen, dass der Staatskanzler und der Staatsschatzverwalter nicht mehr vom Grossen Rat gewählt, sondern vom Staatsrat gewählt werden. Ausserdem schreibt die Verfassung vor, dass der Generalsekretär des Grossen Rates vom Grossen Rat gewählt wird (Art. 103 Abs. 1 Bst. f). Der Artikel 104 GRRG muss deshalb geändert werden.

  Der 2. Sekretär des Grossen Rates wurde bis jetzt vom Grossen Rat gewählt. Der stellvertretende Generalsekretär wird inskünftig vom Grossen Rat aus dem Personal des Sekretariats des Grossen Rates bezeichnet und nicht mehr als Magistrat gewählt. Siehe Kommentar zu Artikel 44b Abs. 2.

Art. 3 Entschädigung der Parlamentssekretäre

Diese Bestimmung verliert ihre Gültigkeit und widerspricht der Unterstellung des Sekretariats des Grossen Rates unter die Gesetzgebung über das Staatspersonal nach Artikel 44c.

Art. 4 Ausübung der politischen Rechte

Diese Bestimmungen, die unausgesprochen auch für den Staatschatzverwalter gelten, sind keine materielle Änderungen.

Art. 5 SVOG

Art. 25: Mit dieser Änderung wird der vom Verfassungsrat gewollte Wechsel konkret umgesetzt. Der jetzige Absatz 2 über den Eid wird nicht übernommen. Die Bestimmung befindet sich im Dekret von 1848, das von Artikel 7 des Entwurfs geändert wird. Dass die Anstellung des Staatskanzlers durch den Staatsrat in diesem Gesetz erwähnt wird, hat seine Berechtigung darin, dass der Kanzler direkt dem Staatsrat unterstellt ist.

Dass der Staatskanzler der Gesetzgebung über das Staatspersonal unterstellt ist, hat zur Folge, dass er künftig für eine unbegrenzte Zeitdauer und nicht mehr für eine Periode von fünf Jahren angestellt wird.

Art. 6 Staatspersonal (StPG)

Mit dieser Änderung werden die einschlägigen Bestimmungen des StPG mit denjenigen der Artikel 44c und 44d GRRG in Übereinstimmung gebracht. Sie ändern nichts an der konkreten Situation der betroffenen Personen.

Art. 7 Eid

Zu dieser Anpassung braucht es keinen besonderen Kommentar.

Art. 8 Beschwerde an das Verwaltungsgericht

Es geht darum, jegliche Zweifel, insbesondere darüber, ob die Artikel 132 ff. StPG für das Sekretariat des Grossen Rates gelten, zu beseitigen. Weder an das Büro noch an den Staatsrat kann eine Beschwerde als hierarchisch übergeordnete Behörde eingereicht werden (siehe Kommentar zu Art. 44c).

Art. 9 Vormundschaft

Mit dieser Änderung wird die Gleichbehandlung mit dem Staatskanzler sichergestellt.

Art. 10 Übergangsbestimmung

Wechsel des Personals

Diese Bestimmung gilt nur für das Personal, das ausschliesslich für den Grossen Rat tätig ist. Sie gilt deshalb weder für den Staatskanzler noch den Vizekanzler, noch die übrigen Personen bei der Staatskanzlei, die nur zum Teil für den Grossen Rat arbeiten.

In Artikel 34 Abs. 1 Bst. b StPG wird bestimmt, dass Mitarbeiterinnen oder Mitarbeiter versetzt oder mit anderen Aufgaben betraut werden können, die ihren Fähigkeiten entsprechen, wenn eine administrative Reorganisation das rechtfertigt. In diesem Fall kann das Pflichtenheft jederzeit und ohne Frist geringfügig geändert werden (Art. 35 Abs. 1 StPG); wird das Pflichtenheft dauerhaft und erheblich geändert, so gilt die Versetzung als Stellenabschaffung und als Wiederanstellung ohne Probezeit (Art. 35 Abs. 2 StPG). Im vorliegenden Fall wird das Pflichtenheft der betroffenen Personen nicht oder nur geringfügig geändert.

Übergangssituation beim Staatsschatzverwalter

Der Staatschatzverwalter wurde vom Grossen Rat für eine Wahlperiode, die am 8. Mai 2006 abläuft, gewählt. Angesichts der allgemeinen Grundsätze des Übergangsrechts ist keine Übergangsbestimmung nötig, um die Anstellung durch den Staatsrat bis zu diesem Datum zu verschieben.

Art. 11 Schlussbestimmungen

Das geplante Datum fällt mit dem Rücktritt des amtierenden Staatskanzlers zusammen.

Die Wahl des neuen Staatskanzlers durch den Staatsrat und diejenige des Generalsekretärs des Grossen Rats durch diese Behörde müssen vor dem Inkrafttreten dieser Gesetzesänderung stattfinden, so dass die Kontinuität bei diesen wichtigen Funktionen und die tatsächliche Umsetzung dieser Bestimmungen am 1. Juni 2005 gewährleistet sind. Es handelt sich also um eine zulässige und unausweichliche vorzeitige Auswirkung dieser Gesetzesänderung.

Projet du 05.11.2004

Loi

du

réorganisant le Secrétariat du Grand Conseil

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 97, 98 al. 3, 103 al. 1 let. f, 109 al. 3 et 151 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le rapport du Bureau du Grand Conseil du 5 novembre 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 3 novembre 2004;

Sur la proposition du Bureau du Grand Conseil,

Décrète:

1. Modification principale de la LRGC

Art. 1

La loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil (LRGC; RSF 121.1) est modifiée comme il suit:

Intitulé du Titre II

Organisation du Bureau, des groupes et des commissions ainsi que du Secrétariat

Titre II, Section III (nouvelle)

Secrétariat du Grand Conseil

Entwurf vom 05.11.2004

Gesetz

vom

über die Neuorganisation des Sekretariats des Grossen Rates

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 97, 98 Abs. 3, 103 Abs. 1 Bst. f, 109 Abs. 3 und 151 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in den Bericht des Büros des Grossen Rates vom 5. November 2004;

gestützt auf die Stellungnahme des Staatsrats vom 3. November 2004;

auf Antrag des Büros des Grossen Rates,

beschliesst:

1. Grundlegende Änderungen des GRRG

Art. 1

Das Gesetz vom 15. Mai 1979 über das Reglement des Grossen Rates (GRRG; SGF 121.1) wird wie folgt geändert:

Überschrift des II. Titels

Organisation des Büros, der Fraktionen und der Kommissionen sowie des Sekretariats

II. Titel, III. Abschnitt (neu)

Sekretariat des Grossen Rates

Art. 44a (nouveau) Attributions

[1] Le Secrétariat est l'état-major du Grand Conseil. Il collabore à la bonne marche du Grand Conseil, en assure le support logistique et exécute les autres tâches qui lui incombent en vertu de la législation.

[2] Il assure, en collaboration avec la Chancellerie d'Etat, les relations entre le Grand Conseil et le Conseil d'Etat.

[3] Il conseille les membres du Grand Conseil sur les aspects procéduraux et les assiste dans leur activité parlementaire.

Art. 44b (nouveau) Statut général

[1] Le Secrétariat est placé sous la surveillance directe du Bureau. Il est dirigé par le secrétaire général du Grand Conseil.

[2] Le Grand Conseil désigne, pour la durée de la législature, un secrétaire général adjoint, qui est choisi parmi le personnel du Secrétariat, sur le préavis du Bureau.

[3] Le Secrétariat peut se prononcer avec voix consultative lors des séances du Bureau ou des commissions.

[4] Le secrétaire général peut répondre, devant la Commission des finances et de gestion ou en plenum, aux questions relatives au projet de budget ou aux comptes du Grand Conseil et du Secrétariat, ainsi qu'à celles qui sont relatives au compte rendu annuel du Secrétariat.

Art. 44c (nouveau) Rapports de service
a) En général

[1] Le personnel du Secrétariat est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat.

[2] Le Secrétariat est une autorité d'engagement au sens de la législation sur le personnel de l'Etat.

[3] Lorsque le respect de la séparation des pouvoirs l'exige, le Bureau rend les décisions ou reçoit les communications que la législation sur le personnel de l'Etat place dans la compétence du Conseil d'Etat.

[4] Les décisions du secrétaire général en matière de personnel et celles du Bureau qui sont relatives au secrétaire général sont susceptibles de recours direct auprès du Tribunal administratif.

Art. 44a (neu) Befugnisse

[1] Das Sekretariat ist die Stabsstelle des Grossen Rates. Es trägt zur einwandfreien Ratsarbeit des Grossen Rates bei, bietet logistische Unterstützung und führt die weiteren Aufgaben aus, die ihm durch die Gesetzgebung übertragen werden.

[2] Es gewährleistet in Zusammenarbeit mit der Staatskanzlei die Beziehungen zwischen dem Grossen Rat und dem Staatsrat.

[3] Es berät die Mitglieder des Grossen Rates in Verfahrensfragen und unterstützt sie in ihrer parlamentarischen Tätigkeit.

Art. 44b (neu) Stellung im Allgemeinen

[1] Das Sekretariat steht unter der direkten Aufsicht des Büros. Es wird vom Generalsekretär des Grossen Rates geleitet.

[2] Der Grosse Rat wählt nach Stellungnahme des Büros aus dem Personal des Sekretariats für die Dauer einer Legislaturperiode einen stellvertretenden Generalsekretär.

[3] Das Sekretariat kann sich an den Sitzungen des Büros oder der Kommissionen mit beratender Stimme äussern.

[4] Der Generalsekretär kann vor der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission oder im Plenum Fragen zum Voranschlagsentwurf und zur Rechnung des Grossen Rates und des Sekretariats sowie zum Rechenschaftsbericht des Sekretariats beantworten.

Art. 44c (neu) Dienstverhältnis
a) Im Allgemeinen

[1] Das Personal des Sekretariats ist der Gesetzgebung über das Staatspersonal unterstellt.

[2] Das Sekretariat ist Anstellungsbehörde im Sinn der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

[3] Wenn das aus Gründen der Gewaltentrennung notwendig ist, erlässt das Büro die Verfügungen und nimmt die Mitteilungen entgegen, für die gemäss der Gesetzgebung über das Staatspersonal der Staatsrat zuständig ist.

[4] Die Verfügungen des Generalsekretärs in Personalfragen und diejenigen des Büros, die den Generalsekretär betreffen, können direkt mit Beschwerde beim Verwaltungsgericht angefochten werden.

Art. 44d (nouveau) b) Secrétaire général

[1] Le secrétaire général est élu, sur le préavis du Bureau, pour une période individuelle de cinq ans.

[2] Les rapports de service du secrétaire général sont régis par un contrat de durée déterminée, correspondant à sa période d'élection. Le Grand Conseil est représenté par son président pour la signature du contrat.

[3] Les rapports de service du secrétaire général peuvent toutefois être résiliés de part et d'autre dans un délai de six mois. Les articles 38 et suivants de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat sont applicables.

[4] Si le secrétaire général se présente pour une nouvelle période et n'est pas réélu, les rapports de service cessent de plein droit à la fin du mois en cours, et une indemnité de départ correspondant à son traitement lui est versée pendant six mois. Le gain réalisé durant cette période est déduit de l'indemnité s'il provient d'un traitement versé ou subventionné par l'Etat.

Art. 44e (nouveau) Gestion

[1] Les règles applicables à l'administration dans le domaine de la gestion administrative et financière valent par analogie pour le Secrétariat. Lorsque le respect de la séparation des pouvoirs l'exige, le Bureau exerce à l'égard du Secrétariat les compétences que la législation attribue au Conseil d'Etat.

[2] Les centres de charges du Grand Conseil et du Secrétariat forment un chapitre du budget et des comptes de l'Etat. Les projets du budget et des comptes y relatifs font l'objet d'une détermination du Conseil d'Etat à l'intention de la Commission des finances et de gestion.

[3] Le Secrétariat remet au Bureau un compte rendu de son activité pour l'année écoulée et lui soumet ses objectifs et priorités pour l'année suivante.

Art. 44f (nouveau) Relations avec l'administration

[1] Le Secrétariat peut faire appel aux services de l'administration, en particulier de la Chancellerie d'Etat, pour l'assister dans l'exécution de ses tâches.

[2] La fourniture des prestations auxquelles il est régulièrement recouru fait l'objet d'une convention entre le Conseil d'Etat et le Bureau.

Art. 44d (neu) b) Generalsekretär

[1] Der Generalsekretär wird auf Stellungnahme des Büros für eine individuelle Amtsdauer von 5 Jahren gewählt.

[2] Das Dienstverhältnis des Generalsekretärs wird in einem befristeten Vertrag geregelt, dessen Geltungsdauer mit der Amtsdauer, für die er gewählt wurde, zusammenfällt. Für den Grossen Rat unterschreibt der Präsident den Vertrag.

[3] Das Dienstverhältnis des Generalsekretärs kann von beiden Seiten mit einer Frist von 6 Monaten gekündigt werden. Die Artikel 38 ff. des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal sind anwendbar.

[4] Tritt der Generalsekretär zur Wiederwahl für eine neue Amtsdauer an und wird er nicht wieder gewählt, so endet das Dienstverhältnis von Rechts wegen am Ende des laufenden Monats und es wird ihm während 6 Monaten eine Entschädigung in der Höhe des Gehalts ausbezahlt. Der während dieser Zeit erzielte Verdienst wird von der Entschädigung abgezogen, wenn er von einem Gehalt stammt, das der Staat bezahlt oder subventioniert.

Art. 44e (neu) Verwaltungs- und Haushaltführung

[1] Die für die Verwaltung geltenden Regeln der Verwaltungs- und Haushaltführung gelten sinngemäss auch für das Sekretariat. Wenn das aus Gründen der Gewaltentrennung notwendig ist, übt das Büro gegenüber dem Sekretariat die Befugnisse aus, für die laut der Gesetzgebung der Staatsrat zuständig ist.

[2] Die Kostenstellen des Grossen Rates und des Sekretariats bilden ein Kapitel des Staatsvoranschlags und der Staatsrechnung. Über den Voranschlagsentwurf und die dazugehörige Rechnung beschliesst der Staatsrat zuhanden der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission.

[3] Das Sekretariat gibt dem Büro einen Rechenschaftsbericht über das vergangene Jahr ab und unterbreitet ihm seine Ziele und Schwerpunkte für das kommende Jahr.

Art. 44f (neu) Verhältnis zur Verwaltung

[1] Das Sekretariat kann als Unterstützung bei der Erfüllung seiner Aufgaben die Dienstleistungen der Verwaltung, insbesondere der Staatskanzlei in Anspruch nehmen.

[2] Über Dienstleistungen, die regelmässig in Anspruch genommen werden, wird zwischen dem Staatsrat und dem Büro eine Vereinbarung abgeschlossen.

[3] Les autres prestations font l'objet d'une entente entre la Chancellerie d'Etat ou la Direction concernée et le Secrétariat si elles dépassent le cadre de l'entraide administrative.

Art. 44g (nouveau) Entraide administrative

[1] Le Secrétariat bénéficie de l'entraide administrative au même titre qu'une unité de l'administration; il la fournit dans la même mesure.

[2] Il a les mêmes droits et obligations, à l'égard de l'administration, que les membres ou les commissions du Grand Conseil, lorsqu'il a reçu mandat d'exécuter une tâche en leur nom.

Art. 44h (nouveau) Droit complémentaire

[1] Le Grand Conseil règle par voie d'ordonnance le détail de l'organisation et du fonctionnement du Secrétariat.

[2] Dans l'intervalle, ces questions sont réglées par des décisions ou des instructions du Bureau.

2. Autres modifications du droit en vigueur

Art. 2 Règlement du Grand Conseil

La loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil (LRGC; RSF 121.1) est en outre modifiée comme il suit:

Remplacement de termes

Remplacer

«chancelier d'Etat» ou «1er secrétaire» par «secrétaire général», «deuxième secrétaire» par «secrétaire général adjoint» ou «secrétariat» par «Secrétariat»

dans les dispositions suivantes:

Art. 9 al. 1 et 2
Art. 13 al. 3
Art. 18 al. 5
Art. 20 al. 3
Art. 22
Art. 23 al. 3 et 4
Art. 27 al. 2 et 3

[3] Die übrigen Dienstleistungen werden von der Staatskanzlei oder der betreffenden Direktion und dem Sekretariat in gegenseitigem Einverständnis geregelt, wenn sie über die Amts- und Verwaltungshilfe hinausgehen.

Art. 44g (neu) Amts- und Verwaltungshilfe

[1] Das Sekretariat kann mit gleichem Recht wie eine Verwaltungseinheit Amts- und Verwaltungshilfe in Anspruch nehmen; es leistet sie im selben Mass.

[2] Es hat gegenüber der Verwaltung die gleichen Rechte und Pflichten wie die Mitglieder der Kommissionen des Grossen Rates, wenn es den Auftrag erhalten hat, eine Aufgabe in deren Namen auszuführen.

Art. 44h (neu) Ergänzendes Recht

[1] Der Grosse Rat regelt die Einzelheiten der Organisation und des Betriebs des Sekretariats in einer Verordnung.

[2] In der Zwischenzeit werden diese Fragen mit Verfügungen und Weisungen des Büros geregelt.

2. Weitere Änderungen geltenden Rechts

Art. 2 Reglement des Grossen Rates

Das Gesetz vom 15. Mai 1979 über das Reglement des Grossen Rates (GRRG; GF 121.1) wird ausserdem wie folgt geändert:

Ersetzen von Ausdrücken

Die Ausdrücke:

«Staatskanzler» oder «1. Sekretär» werden durch «Generalsekretär», «zweiter Sekretär» durch «stellvertretender Generalsekretär» und «secrétariat» durch «Secrétariat» (gilt nur für den französischen Text),

in folgenden Bestimmungen ersetzt:

Art. 9 Abs. 1 und 2
Art. 13 Abs. 3
Art. 18 Abs. 5
Art. 20 Abs. 3 (gilt nur für den französischen Text)
Art. 22
Art. 23 Abs. 3 und 4 (gilt nur für den französischen Text)
Art. 27 Abs. 2 und 3 (gilt nur für den französischen Text)

Art. 28 al. 1
Art. 41 al. 5
Art. 49 al. 1bis
Art. 60 al. 3
Art. 97 al. 6

Art. 21

Abrogé

Art. 27 al. 2

Supprimer les mots «à la Chancellerie d'Etat».

Art. 29 Huissiers

Des huissiers font le service du Grand Conseil, de son Bureau et des commissions, sous l'autorité du président.

Art. 41 al. 6

Remplacer «Le secrétaire» *par* «Le Secrétariat».

Art. 49 al. 3

[3] Le chancelier d'Etat représente le Conseil d'Etat à cette conférence.

Art. 67 al. 3

[3] Il est remis au président.

Art. 76 Procédure de dépôt

La question, datée et signée, est déposée auprès de la Chancellerie d'Etat, qui en transmet une copie au Secrétariat.

Art. 104 al. 1

[1] Les élections du président et des deux vice-présidents du Grand Conseil, du président du Conseil d'Etat, du président du Tribunal cantonal, du président du Tribunal administratif, du secrétaire général du Grand Conseil, des juges et suppléants du Tribunal cantonal et des membres du Tribunal administratif ont lieu par bulletin uninominal.

Art. 28 Abs. 1
Art. 41 Abs. 5 (gilt nur für den französischen Text)
Art. 49 Abs. 1bis (gilt nur für den französischen Text)
Art. 60 Abs. 3 (gilt nur für den französischen Text)
Art. 97 Abs. 6 (gilt nur für den französischen Text)

Art. 21

Aufgehoben

Art. 27 Abs. 2

Der Ausdruck «auf der Staatskanzlei» *wird gestrichen*.

Art. 29 Weibel

Weibel besorgen unter Aufsicht des Präsidenten den Dienst im Grossen Rat sowie in dessen Büro und Kommissionen.

Art. 41 Abs. 6

Ersetzung von «Der Sekretär» *durch* «Das Sekretariat».

Art. 49 Abs. 3

[3] Der Staatskanzler vertritt den Staatsrat an dieser Sitzung.

Art. 67 Abs. 3

[3] Es wird dem Präsidenten übergeben.

Art. 76 Verfahren bei der Einreichung

Die Anfrage mit Datumsangabe und Unterschrift wird bei der Staatskanzlei eingereicht; diese übermittelt dem Sekretariat eine Kopie.

Art. 104 Abs. 1

[1] Der Präsident und die beiden Vizepräsidenten des Grossen Rates, der Staatsratspräsident, der Präsident des Kantonsgerichts, der Präsident des Verwaltungsgerichts, der Generalsekretär des Grossen Rates, die Kantonsrichter und die Ersatzrichter des Kantonsgerichts und die Mitglieder des Verwaltungsgerichts werden in Einzelwahlen gewählt.

Art. 3 Rémunération des secrétaires parlementaires

Le décret du 22 juin 2001 concernant les indemnités des membres et des groupes du Grand Conseil (RSF 121.2) est modifié comme il suit:

Art. 4

Abrogé

Art. 4 Exercice des droits politiques

La loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP; RSF 115.1) est modifiée comme il suit:

Art. 8 al. 2 let. c

[[2] Toutefois, les personnes suivantes en sont d'office dispensées:]

c) les député-e-s ainsi que les membres du Secrétariat du Grand Conseil;

Art. 49 al. 1 let. b et al. 2 let. a

[[1] Ne peuvent être député-e-s au Grand Conseil:]

b) le secrétaire général ou la secrétaire générale et les autres membres du Secrétariat du Grand Conseil;

[[2] Au nombre des personnes visées à l'alinéa 1 let. e, figurent notamment:]

a) le chancelier ou la chancelière d'Etat, le vice-chancelier ou la vice-chancelière d'Etat, les secrétaires généraux et les chef-fe-s de service;

Art. 5 Organisation du Conseil d'Etat et de l'administration

La loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA; RSF 122.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 25 Chancelier ou chancelière
a) Engagement

Le chancelier ou la chancelière d'Etat est engagé-e par le Conseil d'Etat.

Art. 3 Entschädigung der Parlamentssekretäre

Das Dekret vom 22. Juni 2001 über die Entschädigungen der Mitglieder und der Fraktionen des Grossen Rates (SGF 121.2) wird wie folgt geändert:

Art. 4

Aufgehoben

Art. 4 Ausübung der politischen Rechte

Das Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG; SGF 115.1) wird wie folgt geändert:

Art. 8 Abs. 2 Bst. c

[[2] Ausgenommen sind von Amtes wegen lediglich:]

c) die Mitglieder des Grossen Rates und die Mitglieder des Sekretariats des Grossen Rates;

Art. 49 Abs. 1 Bst. b und Abs. 2 Bst. a

[[1] Dem Grossen Rat können nicht angehören:]

b) die Generalsekretärin oder der Generalsekretär und die übrigen Mitglieder des Sekretariats des Grossen Rates;

[[2] Zu den Personen nach Absatz 1 Bst. e gehören insbesondere:]

a) die Staatskanzlerin oder der Staatskanzler, die Vizekanzlerin oder der Vizekanzler, die Generalsekretärinnen und -sekretäre und die Dienstchefinnen und -chefs;

Art. 5 Organisation des Staatsrats und der Verwaltung

Das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 25 Kanzlerin oder Kanzler
a) Anstellung

Die Staatskanzlerin oder der Staatskanzler wird vom Staatsrat angestellt.

Art. 27 let. b

[En outre, le chancelier ou la chancelière:]

b) assure, en collaboration avec le Secrétariat du Grand Conseil, les relations entre le Conseil d'Etat et le Grand Conseil;

Art. 48 al. 2, 2e phr.

Abrogée

Art. 6 Personnel de l'Etat

La loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers; RSF 122.70.1) est modifiée comme il suit:

Art. 2 al. 2

2 Sont considérés comme exerçant une activité au service de l'Etat les collaborateurs et collaboratrices de l'administration cantonale – y compris des établissements personnalisés de l'Etat (ci-après: établissements) –, du Secrétariat du Grand Conseil et de l'ordre judiciaire.

Art. 9 al. 2

2 Le Secrétariat du Grand Conseil et la Chancellerie d'Etat ont les mêmes attributions qu'une Direction à l'égard du personnel qui leur est rattaché.

Art. 7 Serment

Le décret du 7 mars 1848 relatif au serment des fonctionnaires de l'Etat (RSF 129.1.1) est modifié comme il suit:

Art. 2

Les membres du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, le secrétaire général et le secrétaire général adjoint du Grand Conseil, les membres du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif prêtent serment devant le Grand Conseil.

Art. 3

Le chancelier et le vice-chancelier prêtent serment devant le Conseil d'Etat.

Art. 27 Bst. b

[Die Kanzlerin oder der Kanzler hat ferner die Aufgabe:]

b) in Zusammenarbeit mit dem Sekretariat des Grossen Rates die Beziehungen zwischen dem Staatsrat und dem Grossen Rat zu gewährleisten;

Art. 48 Abs. 2, 2. Satz

Aufgehoben

Art. 6 Staatspersonal

Das Gesetz vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal (StPG; SGF 122.70.1) wird wie folgt geändert:

Art. 2 Abs. 2

2 Als im Dienst des Staates tätig gelten die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der kantonalen Verwaltung, einschliesslich der Anstalten des Staates mit eigener Rechtspersönlichkeit (die Anstalten), des Sekretariats des Grossen Rates und der Gerichtsbehörden.

Art. 9 Abs. 2

2 Das Sekretariat des Grossen Rates und die Staatskanzlei nehmen für das ihnen unterstellte Personal dieselben Aufgaben wahr wie die Direktionen.

Art. 7 Eid

Das Dekret vom 7. März 1848 in Bezug auf den Eid der Staatsbeamten (SGF 129.1.1) wird wie folgt geändert:

Art. 2

Die Mitglieder des Grossen Rates und des Staatsrates, der Generalsekretär und der stellvertretende Generalsekretär des Grossen Rates, die Mitglieder des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts leisten den Eid vor dem Grossen Rat.

Art. 3

Der Kanzler und der Vizekanzler schwören den Eid vor dem Staatsrat.

Art. 8 Recours au Tribunal administratif

Le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA; RSF 150.1) est modifié comme il suit:

Art. 114 al. 1 let. a^bis^ (nouvelle)

[[1] Le Tribunal administratif connaît en dernière instance cantonale, à moins que la loi ne place l'affaire dans la compétence d'une autre autorité, des recours contre les décisions prises par:]

a^bis^) le secrétaire général et le Bureau du Grand Conseil, dans les affaires concernant le personnel du Secrétariat du Grand Conseil;

Art. 9 Tutelle

La loi du 22 novembre 1911 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (LACC; RSF 210.1) est modifiée comme il suit:

Art. 119, 5e tiret (nouveau)

[Peuvent se faire dispenser de la tutelle:]

– le secrétaire général du Grand Conseil.

3. Dispositions finales

Art. 10 Droit transitoire

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, le personnel de la Chancellerie d'Etat qui travaille exclusivement pour le Grand Conseil est transféré au Secrétariat du Grand Conseil, conformément aux articles 34 al. 1 let. b et 35 al. 1 de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat.

Art. 11 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le 1er juin 2005.

Art. 8 Beschwerde an das Verwaltungsgericht

Das Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1) wird wie folgt geändert:

Art. 114 Abs. 1 Bst. a^bis^ (neu)

[[1] Sofern das Gesetz die Sache nicht in die Zuständigkeit einer anderen Behörde legt, beurteilt das Verwaltungsgericht als letzte kantonale Instanz Beschwerden gegen Entscheide:]

a^bis^) des Generalsekretärs und des Büros des Grossen Rates, in den Angelegenheiten, die das Personal des Sekretariats des Grossen Rates betreffen;

Art. 9 Vormundschaft

Das Einführungsgesetz vom 22. November 1911 zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch für den Kanton Freiburg (EGZGB; SGF 210.1) wird wie folgt geändert:

Art. 119, 5. Strich (neu)

[Die Übernahme der Vormundschaft können ablehnen:]

– der Generalsekretär des Grossen Rates.

3. Schlussbestimmungen

Art. 10 Übergangsrecht

Nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes wechselt das Personal der Staatskanzlei, das ausschliesslich für den Grossen Rat arbeitet, gemäss den Artikeln 34 Abs. 1 Bst. b und 35 Abs. 1 des Gesetzes vom 17. Oktober 2001 über das Staatspersonal zum Sekretariat des Grossen Rates.

Art. 11 Inkrafttreten

Dieses Gesetz tritt am 1. Juni 2005 in Kraft.